

FELTESSE WARUSFEL PASQUIER & ASSOCIES

Société d'Avocats au Barreau de Paris



Jean-Baptiste SOUFRON
Avocat Associé
jbsoufron@fwpa-avocats.com

Jean-Yves FELTESSE
Spécialiste en droit commercial et
droit social
Ancien membre du CNB

Bertrand WARUSFEL
Spécialiste en droit de la propriété
intellectuelle
Professeur agrégé à l'Université de
Lille 2

Marie PASQUIER
Mandataire européen en Marques et
Modèles
(OHMI)

Jean-Baptiste SOUFRON
Diplômé en droit des affaires et de la
Propriété Intellectuelle (CEIPI)
Ancien Sec.Gén. du Cnum

Jean-Pierre DURIEUX
Avocat honoraire
AVOCATS ASSOCIÉS

Anne-Hélène CARSIN
Sabrina HASSAINI
AVOCATS

Jean-Christophe GALLOUX
Michel MOREAU
Professeurs agrégés des facultés de
droit
CONSULTANTS

Sabine JOUVE
Avocate au Barreau de Marseille
CORRESPONDANTE

Tribunal judiciaire de Paris
Parquet du Procureur de la République
Parvis du palais
75017 PARIS

PARIS, le 8 juin 2020

Objet : Signalement auprès du Procureur de la République

Madame, Monsieur,

Je vous écris en ma qualité de conseil de l'association ANTICOR.

Dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire en lien avec l'épidémie de covid-19, le gouvernement a développé une application dénommée « Stop Covid ».

Cette application de traçage numérique est censée permettre de lutter plus efficacement contre l'épidémie.

La maintenance de l'application, disponible gratuitement sur l'ensemble des téléphones portables iPhone et Android par le biais des plateformes de téléchargement « L'app Store » et « Google Play », est assurée par la société Outscale une filiale de Dassault Systèmes.

Le coût d'exploitation de l'application est estimé à un montant de 200 000 à 300 000 euros par mois.

Or il s'avère que ce contrat de maintenance attribué à la société Outscale, filiale de Dassault Systemes, n'aurait fait l'objet d'aucune procédure de passation de marché public.

Ces faits sont susceptibles de constituer une infraction pénale.

C'est l'objet du présent signalement

FELTESSE WARUSFEL PASQUIER & ASSOCIES

Société d'Avocats au Barreau de Paris

I. FAIT

1. Sur les étapes de la mise en œuvre de StopCovid

Le développement de l'application StopCovid a fait l'objet d'une réflexion déployée par étapes sur une durée de deux mois entre le 8 avril 2020, jour de l'annonce du projet par le gouvernement, et le 2 juin 2020, jour de la mise à disposition de l'application sur les téléphones portables¹.

Pièce n°1– Etapes du projet Stop Covid – Site internet du ministère de l'économie

Le 8 avril 2020, le Secrétaire d'Etat au Numérique Cédric O et le Ministre des Solidarités et de la Santé Olivier VERAN ont annoncé le développement d'un projet d'application de traçage numérique coordonné par l'INRIA.

Le 15 avril 2020, une première équipe travaillant sur le projet a été déployée.

Les 20 et 25 avril 2020, les avis du Conseil scientifique et du Conseil National du Numérique ont été rendus publics.

La Commission Nationale Informatique et Libertés (ci-après « CNIL ») a délibéré sur le projet dans le cadre d'un premier avis publié le 26 avril 2020.

Ce même jour, soit le 26 avril 2020, l'équipe-projet StopCovid a été créé officiellement.

Cette dernière se compose des acteurs suivants :

- Inria,
- ANSSI,
- Capgemini,
- Dassault Systèmes,
- Inserm,
- Lunabee Studio,
- Orange,
- Santé Publique France
- Withings

Pièce n°2–Communiqué de presse de l'INRIA du 26 avril 2020

Le 15 mai 2020, la CNIL a été saisie pour se prononcer sur l'application StopCovid notamment pour délibérer sur sa conformité avec le droit européen en matière de protection des données, transposé dans le cadre de la loi Informatique et Libertés.

Du 11 mai au 18 mai, les tests en laboratoire ont eu lieu.

¹ <https://www.economie.gouv.fr/stopcovid-le-projet>

FELTESSE WARUSFEL PASQUIER & ASSOCIES

Société d'Avocats au Barreau de Paris

Les tests en conditions réelles ont été déployés entre le 18 et le 21 mai 2020.

Le 25 mai 2020, l'application StopCovid a été présentée officiellement.

Le lendemain, la CNIL a rendu un nouvel avis sur l'application.

Le 27 mai 2020, les députés ont débattu et voté le déploiement final de l'application auprès de la population française.

Le 2 juin 2020, l'application Stop Covid a été mise à disposition des utilisateurs par le biais des plateformes de gestion des applications Appl Store et Google Play disponibles sur Iphone et Android.

2. Sur l'intervention de l'entreprise Dassault Systemes au titre du développement de StopCovid

Suite à l'annonce du gouvernement de lancer un projet d'application de traçage numérique, une équipe composée de plusieurs organismes publics et privés, notamment Dassault Systèmes, s'est rapidement mobilisée pour créer l'outil et l'expérimenter.

Il était prévu que cette équipe développe **l'application de façon gratuite**, voir en ce sens :

- **Pièce n°2–Communiqué de presse de l'INRIA du 26 avril 2020**
- **Déclaration de Cédric O devant l'Assemblée Nationale le 27 mai 2020 :**

*« (...) Mais je veux, à ce stade, avoir une pensée pour toutes les équipes qui auront, en un temps record, permis cette indépendance, ce qui est déjà une victoire technique et politique. Ce projet aura été mené de main de maître par l'INRIA et l'équipe resserrée qui s'est engagée autour de lui – Cap Gemini, Dassault Systèmes, Lunabee studio, Orange, Withings, sans oublier tous les autres industriels **qui ont choisi de travailler gratuitement à ce projet**, ni l'ANSSI – Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information –, la DINUM – direction interministérielle du numérique –, l'INSERM – l'Institut national de la santé et de la recherche médicale –, l'Institut Pasteur, Santé publique France ou encore l'armée de terre, qui aura mis à disposition ses soldats pour mener à bien les tests de ces derniers jours. Qu'ils en soient remerciés. ».*

Pourtant, dans le cadre d'une investigation, le journal le Nouvel Obs a révélé que **l'intervention à titre gratuite n'était valable que jusqu'au 2 juin 2020, date du lancement de l'application auprès du public.**

Pièce n°3–Article du Nouvel Obs publié le 2 juin 2020

En effet, dans son article, l'Obs a révélé que :

FELTESSE WARUSFEL PASQUIER & ASSOCIES

Société d'Avocats au Barreau de Paris

« Le prix sera négligeable », a assuré à « l'Obs » Cédric O, le secrétaire d'Etat chargé du Numérique, à propos de StopCovid, l'application de traçage pour smartphone qui entend alerter les Français s'ils ont croisé quelqu'un infecté par le Covid-19. Mais « négligeable » est une notion toute subjective.

Sur les 130 personnes mobilisées durant un peu plus de deux mois sur ce projet, piloté par l'Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique (Inria), nombreux sont des salariés du privé (Lunabee, Capgemini, Dassault, Orange) qui ont travaillé bénévolement, insiste le gouvernement. Toutefois, Lunabee, le studio de développement, nous précise que ce travail « pro bono » n'était valable que jusqu'au lancement, ce mardi 2 juin.

La suite (les corrections de bugs et de failles, les éventuelles mises à jour) est, elle, bien facturée. Tout comme l'hébergement, réalisé par Dassault Systèmes via sa filiale Outscale, et la sécurisation des données. Et l'absence d'appel d'offres formel n'empêchera pas une facture bien réelle. « Le coût sera inférieur à quelques centaines de milliers d'euros par mois », nous a promis le maître d'œuvre Cédric O, évasif.

Toutefois, une source bien informée, au fait des négociations en cours avec les « partenaires privés », évoque un total « de l'ordre de 200 000 à 300 000 euros mensuels ». « C'est bien trop cher payé, comme souvent avec les marchés publics », estime un expert du développement d'applications.

« Si la surfacturation est un moyen de payer les entreprises rétrospectivement, disons-le ! Le gouvernement doit faire preuve de plus de réalisme et de transparence. Cette application coûtera beaucoup d'argent pour une efficacité probablement nulle », tacle le hacker Baptiste Robert, particulièrement critique de StopCovid sur l'aspect technique.

Dans son interview à « l'Obs », Cédric O bottait en touche : « La santé n'a pas de prix. Ce montant est epsilonlesque par rapport aux coûts et aux effets délétères évités d'une admission en réanimation par exemple... »

A titre de comparaison, fin mars, Christophe Mollet lançait CoronApp, une application avec le même objectif que StopCovid mais technologiquement moins complexe. Il nous confie aujourd'hui ne déboursier en tout et pour tout que « 1 000 euros par mois environ pour l'hébergement ». Une autre idée du « négligeable ».

Cette information, depuis reprise par plusieurs médias, n'a fait l'objet d'aucune contestation par le Secrétaire d'Etat au Numérique ou par l'un des membres du gouvernement :

Pièce n°4–Article de RTL publié le 6 juin 2020

Pièce n° 5 – Article de capital du 3 juin 2020

Pièce n° 6- Article Lesnumériques du 3 juin 2020

Or, si rien ne dispensait le gouvernement de mettre en œuvre une procédure particulière dédiée au développement de l'application dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire avec une équipe intervenant à titre gratuit, le fait de confier l'activité de maintenance de StopCovid sans passer par une procédure de mise en concurrence pour un montant de 200 000 à 300 000 euros par mois serait constitutif d'un délit pénal.

FELTESSE WARUSFEL PASQUIER & ASSOCIES

Société d'Avocats au Barreau de Paris

II. DROIT

A. Sur l'atteinte aux règles de la commande publique

Le choix de recourir à la société Outscale en tant qu'attributaire du marché de maintenance de l'application StopCovid n'a fait l'objet **d'aucune procédure de passation de marché public.**

En droit, ce défaut d'information serait constitutif d'une violation des règles de la commande publique.

En outre, la passation d'un contrat de la commande publique est régie par des règles de procédures et de publicité. D'une part, l'acheteur, qu'il soit public ou privé, doit mettre en œuvre une procédure déterminée en fonction de la valeur de l'achat et de son objet (travaux, fourniture ou services). D'autre part, pour garantir la transparence de la procédure, l'acheteur doit appliquer des règles de publicité qui varient en fonction de l'acheteur public (collectivité, Etat, etc.), de la valeur du marché et de l'objet de l'achat.

Pour rappel, un marché public est défini comme suit selon l'article L. 1111-1 dudit code :

« Un marché est un contrat conclu par un ou plusieurs acheteurs soumis au présent code avec un ou plusieurs opérateurs économiques, pour répondre à leurs besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, en contrepartie d'un prix ou de tout équivalent. »

L'article L1111-4 du même code prévoit que :

« Un marché de services a pour objet la réalisation de prestations de services ».

Ce type de marché correspond à l'achat de services matériels (l'entretien de locaux par exemple) ou immatériels (conseil juridique, support informatique etc.).

En l'espèce, l'activité de maintenance de l'application StopCovid correspond à la satisfaction d'un besoin en matière de prestation de service immatériel du pouvoir adjudicateur, à savoir un service de maintenance informatique d'une application téléphonique.

Selon l'article L1211-1 du Code de la Commande Publique, les personnes assujetties en tant que pouvoirs adjudicateurs sont :

- « Les pouvoirs adjudicateurs sont :
- 1° **Les personnes morales de droit public** ;
- 2° Les personnes morales de droit privé qui ont été créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, dont :
- a) Soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur ;
 - b) Soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur ;
 - c) Soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur ;
- 3° Les organismes de droit privé dotés de la personnalité juridique constitués par des pouvoirs adjudicateurs en vue de réaliser certaines activités en commun ».

FELTESSE WARUSFEL PASQUIER & ASSOCIES

Société d'Avocats au Barreau de Paris

En l'espèce, le pouvoir adjudicateur est l'Etat.

Le seuil à partir duquel l'Etat, pouvoir adjudicateur, est tenu d'organiser une procédure formalisée pour conclure son marché se situe en ce qui concerne les marchés de fourniture et de services, à partir de 139 000 € hors taxes.

L'acheteur public doit donc procéder à une publicité dans des conditions fixées par le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics (Articles 31 à 37).

La publicité peut être réalisée sur différents supports :

- Publication au bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP) ;
- Parution dans journal habilité à recevoir des annonces légales (JAL) ;
- Publication au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE).

Nos multiples recherches ne nous ont pas permis de considérer l'existence d'un quelconque appel à d'offre ou d'une quelconque mise en concurrence :

Pourtant, l'activité de maintenance de l'application StopCovid au coût de 200 000 à 300 000 euros par mois, aurait dû se conformer aux règles de la concurrence et de la commande publique.

Par conséquent, l'attribution du marché de maintenance de l'application StopCovid en l'absence de mise en concurrence, de publication et de transparence constitue une violation des règles de la commande publique, notamment une violation de l'article L.3 du code de la commande publique qui dispose que :

« Les acheteurs et les autorités concédantes respectent le principe d'égalité de traitement des candidats à l'attribution d'un contrat de la commande publique. Ils mettent en œuvre les principes de liberté d'accès et de transparence des procédures, dans les conditions définies dans le présent code. Ces principes permettent d'assurer l'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics. »

B. Sur les risques de condamnation pénale pour délit de favoritisme

Selon l'article 432-14 du code pénal :

*« Est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende le fait par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public ou investie d'un mandat électif public ou exerçant les fonctions de représentant, administrateur ou agent de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics, des sociétés d'économie mixte d'intérêt national chargées d'une mission de service public et des sociétés d'économie mixte locales ou par toute personne agissant pour le compte de l'une de celles susmentionnées **de procurer ou de tenter de procurer à autrui un avantage injustifié par un acte contraire aux dispositions législatives ou réglementaires ayant pour objet de garantir la liberté d'accès et l'égalité des candidats dans les marchés publics et les délégations de service public** ».*

Ce délit semble caractérisé dès lors que plusieurs éléments constitutifs sont réunis.

FELTESSE WARUSFEL PASQUIER & ASSOCIES

Société d'Avocats au Barreau de Paris

b.1 D'une part, s'agissant de la qualité de l'auteur du délit, celui-ci doit être :

« une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public ou investie d'un mandat électif public ou exerçant les fonctions de représentant, administrateur ou agent de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics, des sociétés d'économie mixte d'intérêt national chargées d'une mission de service public et des sociétés d'économie mixte locales ou par toute personne agissant pour le compte de l'une de celles susmentionnées ».

En l'espèce, la décision d'octroyer ce marché a été prise par une ou plusieurs personnes dépositaires de l'autorité publique que sont le Secrétaire d'Etat au Numérique, le Ministre des Solidarités et de la Santé ou à défaut, le Premier Ministre.

b.2 D'autre part, sur les éléments matériels, deux conditions doivent être réunies à savoir celle de

(1) *procurer un avantage injustifié*

La jurisprudence admet simplement comme « *avantage injustifié* » l'attribution de commandes que le bénéficiaire n'aurait pas obtenu sans un acte régulier.

(2) dans le cadre d'un « *acte contraire aux dispositions législatives ou réglementaires ayant pour objet de garantir la liberté d'accès et l'égalité des candidats dans les marchés publics et les délégations de service public* ».

Concernant cette deuxième condition, la violation des principes fondamentaux de la commande publique suffit à caractériser le délit de favoritisme quand bien même aucune disposition procédurale n'aurait été violée (Cass. crim., 21 sept. 2005, n° 04-83.868 ; Cass. crim., 5 déc. 2012, n° 12-80.032).

Par exemple, lorsque le futur titulaire du contrat est démarché par l'acheteur avant même le lancement de la consultation pour établir un projet, le délit de favoritisme est constitué (Cass. crim., 12 sept. 2018, n° 17-83.793, n° 1753 F - P + B).

En l'espèce, la société Outscale a obtenu le marché StopCovid en ce qu'il concerne la maintenance de l'application. Une telle prestation représente un bénéfice pour l'entreprise estimé à 200 000 à 300 000 euros par mois.

Or ce bénéfice n'aurait pas dû être obtenu sans le passage par une procédure transparente, régulière et publique conformément au Code de la Commande Publique, qui aurait pu, par ailleurs conduire à ce qu'une autre entreprise fournissant des services similaires soit sélectionnée.

La première condition tenant à l'octroi d'un « *avantage injustifié* » semble remplie (1).

En outre, comme il a été démontré précédemment, aucune procédure de passation de marché telle que prévue par le code de la commande publique n'aurait été effectivement suivie si bien que la deuxième condition matérielle serait admise (2).

En effet, l'attribution du marché de maintenance de l'application StopCovid en l'absence de mise en concurrence, de publication et de transparence constituerait une violation des règles de la

FELTESSE WARUSFEL PASQUIER & ASSOCIES

Société d'Avocats au Barreau de Paris

commande publique, notamment une violation de l'article L.3 du code de la commande publique qui dispose que :

« Les acheteurs et les autorités concédantes respectent le principe d'égalité de traitement des candidats à l'attribution d'un contrat de la commande publique. Ils mettent en œuvre les principes de liberté d'accès et de transparence des procédures, dans les conditions définies dans le présent code.

Ces principes permettent d'assurer l'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics. »

De ce chef, les éléments matériels de l'infraction semblent caractérisés.

b.3 Quant à l'élément intentionnel, en droit, le juge considère le caractère intentionnel par la connaissance qu'avait son auteur de l'irrégularité de ses actes (Cass. crim., 14 janv. 2004, n° 03-83.396, n° 362 FS - P + F).

Lorsque la mise en concurrence a été organisée de manière à ce que seul le titulaire ait été en mesure d'y répondre, l'intention est caractérisée (Cass. crim., 20 mai 2009, n° 08-87.354).

L'expérience des acteurs de la commande publique est également un élément qui peut être pris en compte par le juge (Cass. crim., 25 mai 1994, n° 93-85.158, Bull. crim., 1994, n° 203 Cass. crim., 15 déc. 2004, n° 03-83.474 Cass. crim., 5 mai 2004, n° 03-85.503, n° 2773 F - P + F Cass. crim., 26 janv. 2005, n° 04-84.805 CA Rennes, 3^e ch., 21 nov. 1996, n° 1720/96 CA Grenoble, ch. corr., 27 août 1997, n° 91-97 CA Colmar, 12 déc. 1997 Circ. CRIM 98-4/G3, 2 juill. 1998 : Rev. Marchés publ. n° 4/99, p. 13 Cass. crim., 14 déc. 2005, n° 05-83.898, n° 6918 F - P + F Cass. crim., 25 juin 2008, n° 07-88.373, n° 3908 F - P + F).

b.3.1 En l'espèce, l'application StopCovid est un projet d'envergure nationale.

Or eu égard au nombre d'acteurs mobilisés, parties prenantes de l'équipe projet avec une certaine expérience des marchés publics du fait de leurs offices, il ne pouvait être ignoré que conclure un marché avec la société Outscale sans passer par une mise en concurrence était illégal.

b.3.2 D'autre part, les justifications qui consisteraient à faire valoir les spécificités liées à la crise sanitaire et aux pouvoirs exceptionnels octroyés au Premier Ministre ou au Ministre des Solidarités et de la Santé ne sauraient être fondées juridiquement.

En effet, l'article L 3131-15 du code de la santé dispose que :

« Article L3131-15

- *Modifié par LOI n°2020-546 du 11 mai 2020 - art. 3*
- *Abrogé par LOI n°2020-546 du 11 mai 2020 - art. 3*

I. - Dans les circonscriptions territoriales où l'état d'urgence sanitaire est déclaré, le Premier ministre peut, par décret réglementaire pris sur le rapport du ministre chargé de la santé, aux seules fins de garantir la santé publique :

1° Réglementer ou interdire la circulation des personnes et des véhicules et réglementer l'accès aux moyens de transport et les conditions de leur usage ;

FELTESSE WARUSFEL PASQUIER & ASSOCIES

Société d'Avocats au Barreau de Paris

2° Interdire aux personnes de sortir de leur domicile, sous réserve des déplacements strictement indispensables aux besoins familiaux ou de santé ;

3° Ordonner des mesures ayant pour objet la mise en quarantaine, au sens de l'article 1er du règlement sanitaire international de 2005, des personnes susceptibles d'être affectées ;

4° Ordonner des mesures de placement et de maintien en isolement, au sens du même article 1er, à leur domicile ou tout autre lieu d'hébergement adapté, des personnes affectées ;

5° Ordonner la fermeture provisoire et réglementer l'ouverture, y compris les conditions d'accès et de présence, d'une ou plusieurs catégories d'établissements recevant du public ainsi que des lieux de réunion, en garantissant l'accès des personnes aux biens et services de première nécessité ;

6° Limiter ou interdire les rassemblements sur la voie publique ainsi que les réunions de toute nature ;

7° Ordonner la réquisition de toute personne et de tous biens et services nécessaires à la lutte contre la catastrophe sanitaire. L'indemnisation de ces réquisitions est régie par le code de la défense ;

8° Prendre des mesures temporaires de contrôle des prix de certains produits rendues nécessaires pour prévenir ou corriger les tensions constatées sur le marché de certains produits ; le Conseil national de la consommation est informé des mesures prises en ce sens ;

9° En tant que de besoin, prendre toute mesure permettant la mise à la disposition des patients de médicaments appropriés pour l'éradication de la catastrophe sanitaire ;

10° En tant que de besoin, prendre par décret toute autre mesure réglementaire limitant la liberté d'entreprendre, dans la seule finalité de mettre fin à la catastrophe sanitaire mentionnée à l'article L. 3131-12 du présent code.

II. - Les mesures prévues aux 3° et 4° du I du présent article ayant pour objet la mise en quarantaine, le placement et le maintien en isolement ne peuvent viser que les personnes qui, ayant séjourné au cours du mois précédent dans une zone de circulation de l'infection, entrent sur le territoire national, arrivent en Corse ou dans l'une des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution. La liste des zones de circulation de l'infection est fixée par arrêté du ministre chargé de la santé. Elle fait l'objet d'une information publique régulière pendant toute la durée de l'état d'urgence sanitaire.

Aux seules fins d'assurer la mise en œuvre des mesures mentionnées au premier alinéa du présent II, les entreprises de transport ferroviaire, maritime ou aérien communiquent au représentant de l'Etat dans le département qui en fait la demande les données relatives aux passagers concernant les déplacements mentionnés au même premier alinéa, dans les conditions prévues à l'article L. 232-4 du code de la sécurité intérieure.

Les mesures de mise en quarantaine, de placement et de maintien en isolement peuvent se dérouler, au choix des personnes qui en font l'objet, à leur domicile ou dans les lieux adaptés.

FELTESSE WARUSFEL PASQUIER & ASSOCIES

Société d'Avocats au Barreau de Paris

Leur durée initiale ne peut excéder quatorze jours. Les mesures peuvent être renouvelées, dans les conditions prévues au III de l'article L. 3131-17 du présent code, dans la limite d'une durée maximale d'un mois. Il est mis fin aux mesures de placement et de maintien en isolement avant leur terme lorsque l'état de santé de l'intéressé le permet.

Dans le cadre des mesures de mise en quarantaine, de placement et de maintien en isolement, il peut être fait obligation à la personne qui en fait l'objet de :

1° Ne pas sortir de son domicile ou du lieu d'hébergement où elle exécute la mesure, sous réserve des déplacements qui lui sont spécifiquement autorisés par l'autorité administrative. Dans le cas où un isolement complet de la personne est prononcé, il lui est garanti un accès aux biens et services de première nécessité ainsi qu'à des moyens de communication téléphonique et électronique lui permettant de communiquer librement avec l'extérieur ;

2° Ne pas fréquenter certains lieux ou catégories de lieux.

Les personnes et enfants victimes des violences mentionnées à l'article 515-9 du code civil ne peuvent être mis en quarantaine, placés et maintenus en isolement dans le même logement ou lieu d'hébergement que l'auteur des violences, ou être amenés à cohabiter lorsque celui-ci est mis en quarantaine, placé ou maintenu en isolement, y compris si les violences sont alléguées. Lorsqu'il ne peut être procédé à l'éviction de l'auteur des violences du logement conjugal ou dans l'attente d'une décision judiciaire statuant sur les faits de violence allégués et, le cas échéant, prévoyant cette éviction, il est assuré leur relogement dans un lieu d'hébergement adapté. Lorsqu'une décision de mise en quarantaine, de placement et de maintien en isolement est susceptible de mettre en danger une ou plusieurs personnes, le préfet en informe sans délai le procureur de la République.

Les conditions d'application du présent II sont fixées par le décret prévu au premier alinéa du I, en fonction de la nature et des modes de propagation du virus, après avis du comité de scientifiques mentionné à l'article L. 3131-19. Ce décret précise également les conditions dans lesquelles sont assurés l'information régulière de la personne qui fait l'objet de ces mesures, la poursuite de la vie familiale, la prise en compte de la situation des mineurs, le suivi médical qui accompagne ces mesures et les caractéristiques des lieux d'hébergement.

III. - Les mesures prescrites en application du présent article sont strictement proportionnées aux risques sanitaires encourus et appropriées aux circonstances de temps et de lieu. Il y est mis fin sans délai lorsqu'elles ne sont plus nécessaires. »

L'article L. 3131-16 du code de la santé publique dispose quant à lui que :

« Dans les circonscriptions territoriales où l'état d'urgence sanitaire est déclaré, le ministre chargé de la santé peut prescrire, par arrêté motivé, toute mesure réglementaire relative à l'organisation et au fonctionnement du dispositif de santé, à l'exception des mesures prévues à l'article L. 3131-15, visant à mettre fin à la catastrophe sanitaire mentionnée à l'article L. 3131-12.

Dans les mêmes conditions, le ministre chargé de la santé peut prescrire toute mesure individuelle nécessaire à l'application des mesures prescrites par le Premier ministre en application des 1° à 9° de l'article L. 3131-15.

FELTESSE WARUSFEL PASQUIER & ASSOCIES

Société d'Avocats au Barreau de Paris

Les mesures prescrites en application du présent article sont strictement nécessaires et proportionnées aux risques sanitaires encourus et appropriées aux circonstances de temps et de lieu. Il y est mis fin sans délai lorsqu'elles ne sont plus nécessaires. ».

Aucune de ces deux dispositions ne permet de s'exonérer du respect de la commande publique et des règles de passation des marchés publics.

Aucune autre disposition née dans le cadre de loi dite d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie du covid19 ne permet d'écarter le droit de la commande publique.

b.3.4 En outre, le projet d'application a été annoncé par Cédric O le 8 avril 2020.

Le 26 avril 2020, l'équipe-projet StopCovid a été créé officiellement.

Une période de 2 mois s'est donc déroulée entre le lancement du projet et son aboutissement le 2 juin 2020.

Ces délais étaient largement suffisants pour prévoir une procédure de passation transparente avec mise en concurrence, même accélérée, conforme au code de la commande publique.

b.3.5 Enfin, l'entreprise Dassault Systèmes était partie prenante de l'équipe déployée à titre gratuit pour créer, expérimenter l'outil.

Pièce n°2—Communiqué de presse de l'INRIA du 26 avril 2020

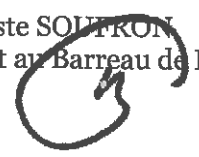
Le choix d'octroyer un tel marché à une entreprise, partie prenante à la procédure pilote, ayant donc connaissance des spécificités techniques de l'outil, ne peut qu'accentuer le caractère intentionnel de l'absence de procédure conforme.

En conclusion, les éléments matériel, intentionnel et légal semblent être rassemblés.

Les faits exposés pourraient être constitutifs de délit de favoritisme et justifient par conséquent un signalement auprès de votre autorité.

Vous remerciant par avance de l'accueil favorable que vous accorderez à la présente, je vous prie de bien vouloir croire, Madame, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée.

Jean-Baptiste SOLIFRON
Avocat au Barreau de Paris



Pièces jointes :

FELTESSE WARUSFEL PASQUIER & ASSOCIES

Société d'Avocats au Barreau de Paris

Pièce n°1– Etapes du projet Stop Covid – Site internet du ministère de l'économie

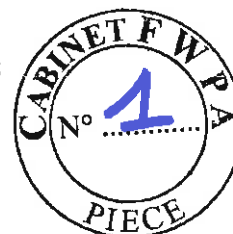
Pièce n°2–Communiqué de presse de l'INRIA du 26 avril 2020

Pièce n°3–Article du Nouvel Obs publié le 2 juin 2020

Pièce n°4–Article de RTL publié le 6 juin 2020

Pièce n° 5 – Article de capital du 3 juin 2020

Pièce n° 6- Article Lesnumériques du 3 juin 2020

**GOVERNEMENT**Liberté
Égalité
FraternitéLe portail de l'Économie, des
Finances, de l'Action et des Comptes
publics

MENU

A+ | A- |

Accueil du portail ▶ **StopCovid : le projet**

StopCovid : le projet

02/06/2020

La France lutte contre l'épidémie de Covid-19 depuis plusieurs mois. Tous les outils et ressources de l'État sont mobilisés afin de combattre l'épidémie. Un déconfinement progressif a été lancé le 11 mai avec l'objectif de franchir une nouvelle étape à partir du 2 juin. Dans cette perspective, des solutions technologiques ont été explorées. Parmi elles, une application permettant d'informer les citoyens ayant été à proximité des porteurs du virus. Ce type d'application est actuellement en cours de développement dans plusieurs pays, notamment européens, et plusieurs pays dans le monde en ont déjà déployé. En France, depuis le début du mois d'avril, le ministère des Solidarités et de la Santé, le secrétariat d'État chargé du Numérique, en lien avec le ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation sont mobilisés. Depuis le 8 avril, Inria est le pilote opérationnel du projet et collabore étroitement avec ses homologues européens, pour élaborer un protocole respectueux des libertés publiques. D'autres acteurs publics et privés sont également mis à contribution dont l'ANSSI, Santé Publique France, l'Inserm, Capgemini, Orange, Dassault Systèmes, Lunabee Studio et Withings. Un écosystème de contributeurs est également mobilisé.

Le 26 mai, la Commission nationale de l'informatique et des libertés a jugé dans un avis rendu public, que StopCovid peut être déployée. La CNIL estime que l'application est utile sanitaire et proportionnée, au regard de la protection de nos libertés et de nos données personnelles. Mercredi 27 mai, l'Assemblée nationale et le Sénat se sont prononcés en faveur du déploiement de StopCovid.

Depuis le mardi 2 juin, l'application StopCovid est disponible au téléchargement sur l'Apple Store et le Google Play :

Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ce que vous souhaitez activer

✓ OK, tout accepter

Personnaliser

Politique de confidentialité



Télécharger dans
l'App Store



DISPONIBLE SUR
Google Play

Calendrier

08 avril 2020

Annnonce par le Gouvernement
(Cédric O et Olivier Véran) d'un
projet de R&D, dont le coordinateur
est Inria



15 avril 2020

Organisation d'une équipe projet
opérationnelle



18 avril 2020

Sortie du protocole franco-
allemand ROBERT



20 avril 2020

Avis du Conseil scientifique



25 avril 2020

Avis du Conseil national du
numérique

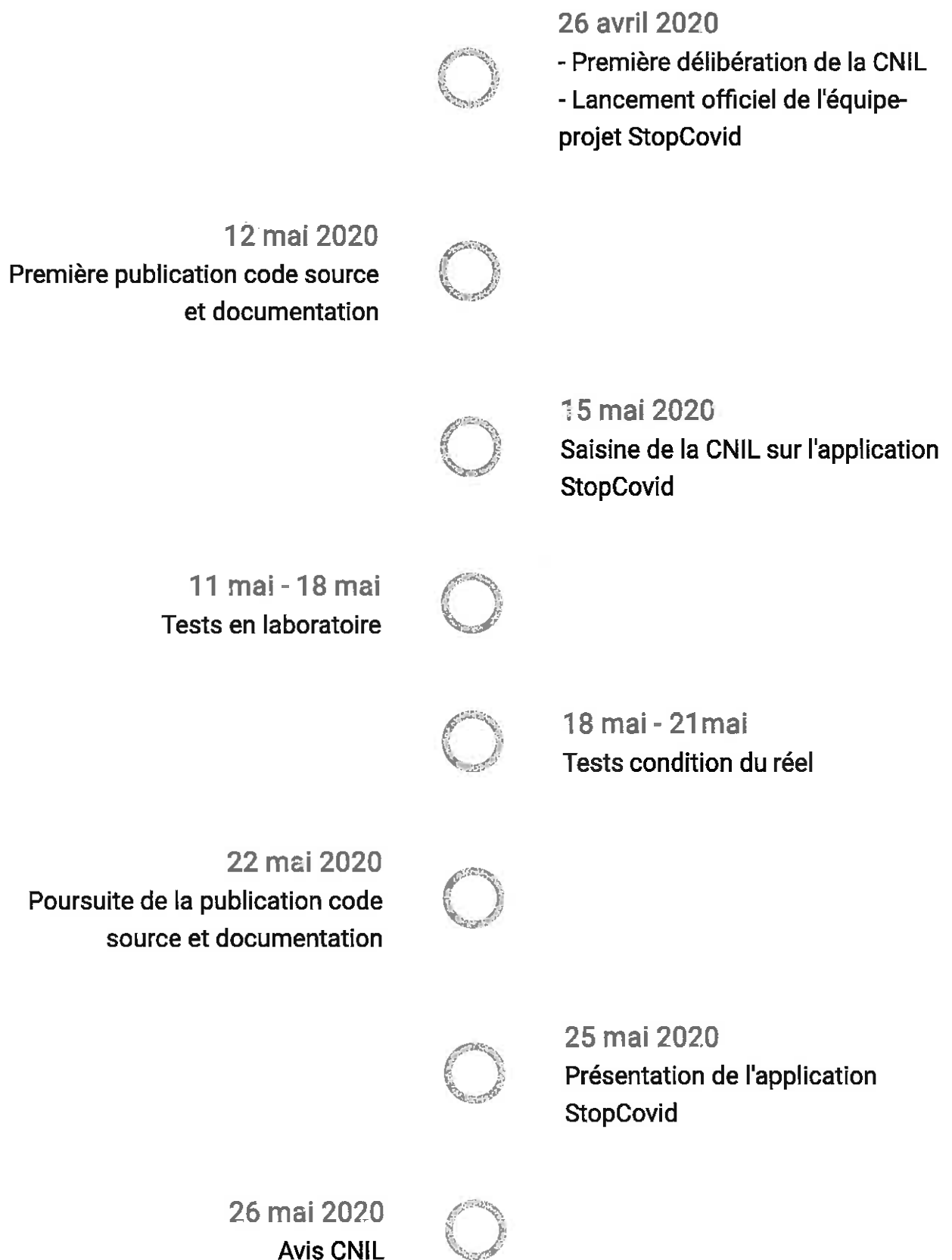


Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ce que vous souhaitez activer

✓ OK, tout accepter

Personnaliser

Politique de confidentialité



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ce que vous souhaitez activer

✓ OK, tout accepter

Personnaliser

Politique de confidentialité

27 mai 2020



Débat et vote au Parlement pour le déploiement de l'application StopCovid

02 juin 2020

L'application est disponible



Communiqués de presse de l'équipe projet

- ▶ [Dossier de presse Projet StopCovid - 21 mai 2020 \[PDF - 2Mo\]](#)
- ▶ [L'équipe-projet StopCovid et l'écosystème des contributeurs se mobilisent pour développer une application mobile de « contact tracing » pour la France \[PDF - 256Ko\]](#)
- ▶ [« Contact tracing » : Bruno Sportisse, PDG d'Inria, donne quelques éléments pour mieux comprendre les enjeux – 18 avril 2020](#)
- ▶ [Protocole Robert](#)
- ▶ [Publication du code source](#)

[Revenir à la page d'accueil Stop Covid](#)

Partager la page



Mentions légales & infos pratiques

- [Contact](#)
 - [Plan du portail](#)
 - [Mentions légales](#)
 - [Politique de confidentialité](#)
 - [Accessibilité](#)
 - [Évaluez le portail](#)
 - [Réponses aux questions fréquentes](#)
 - [Documents opposables](#)
- OK, tout accepter Personnaliser Politique de confidentialité

Inria



RÉPUBLIQUE

FRANÇAISE


Capgemini

DASSAULT

SYSTÈMES

Inserm

LUNABEE

StudioSanté

publique

France

WITHINGS

L'équipe-projet StopCovid et l'écosystème des contributeurs se mobilisent pour développer une application mobile de « contact tracing » pour la France.

Inria, ANSSI, Capgemini, Dassault Systèmes, Inserm, Lunabee Studio, Orange, Santé Publique France et Withings créent l'équipe-projet StopCovid afin de structurer et renforcer leur contribution au projet gouvernemental de mise en place d'une application mobile de contact tracing (StopCovid). Ce projet vise à mettre à disposition des autorités de santé françaises un outil numérique complémentaire d'aide à la gestion de la crise sanitaire contre le Covid19.

Le Gouvernement français a confié à Inria le pilotage opérationnel du projet de recherche et développement baptisé « StopCovid » qui réunit l'expertise d'acteurs nationaux, publics comme privés, au sein de cette équipe-projet StopCovid. L'ensemble de ces acteurs contribue aux travaux déjà engagés pour mettre à disposition de tous les Français un outil permettant de mieux les protéger contre le Covid19.

Partageant les orientations fixées par le Gouvernement, le projet repose sur cinq fondements :

- > L'inscription de l'application StopCovid dans la stratégie globale de gestion de la crise sanitaire et de suivi épidémiologique. StopCovid est une brique complémentaire qui fournit aux acteurs de la santé publique un outil d'aide à la décision pour la phase de déconfinement.
- > Le strict respect du cadre de protection des données et de la vie privée au niveau national et européen, tel que défini notamment par la loi française et le RGPD ainsi que la boîte à outils récemment définie par la commission européenne sur les applications de suivi de proximité.
- > La transparence, qui passe notamment par la diffusion, sous une licence open source, des travaux spécifiques menés dans le cadre du projet. Ceci afin d'apporter toutes les garanties en matière de contrôles par la société : transparence des algorithmes, code ouvert, interopérabilité, audibilité, sécurité et réversibilité des solutions. Ainsi, cette solution pourrait proposer des briques de base exploitables par tous les pays qui le souhaiteraient.
- > Le respect des principes de souveraineté numérique du système de santé publique : maîtrise des choix de santé par la société française et européenne, protection et structuration du patrimoine des données de santé pour guider la réponse à l'épidémie et accélérer la recherche médicale.
- > Le caractère temporaire du projet, dont la durée de vie correspondra, s'il est déployé, à la durée de gestion de l'épidémie de Covid-19.

Le projet est mené sous la supervision de l'Etat et donne lieu à des interactions régulières avec les autorités de contrôle indépendantes, notamment la CNIL. Il associe également la DINUM.

Le projet, dans sa phase de construction d'un prototype, implique des organisations publiques et privées agissant à titre gracieux, au sein de l'équipe-projet StopCovid.

Au niveau européen, le projet est également mené en liens étroits avec les équipes nationales développant des applications comparables en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Italie, en Espagne ou encore en Norvège, sur la base d'approches comparables et garantissant l'interopérabilité.

Au sein du projet, coordonné par Inria, les membres de cette équipe-projet StopCovid interviennent sur

- **Inria** : coordination et protocole de transmission, privacy-by-design ;
- **ANSSI** : cybersécurité ;
- **Capgemini** : architecture et développement back-end ;
- **Dassault Systèmes** : infrastructure souveraine de données qualifiée SecNumCloud ;
- **Inserm** : modèles de santé ;
- **Lunabee Studio** : développement des applications mobiles ;
- **Orange** : diffusion de l'application et interopérabilité ;
- **Santé Publique France** : insertion et articulation de l'application dans la stratégie globale de détection et suivi des contacts (« contact tracing »)
- **Withings** : objets connectés ;

A leurs côtés, l'ensemble de l'écosystème de recherche, d'innovation et d'entreprises est mobilisé à travers l'« **écosystème des contributeurs de StopCovid** ». Ouvert, il rassemble des organisations ou personnes physiques, qui ont manifesté leur volonté de participer au projet, par des contributions spontanées ou en réponse à des sollicitations, que ce soit par la participation à des groupes d'experts techniques, à des groupes de réflexion, la mise à disposition de codes open source, le partage de retours d'expériences sur des solutions comparables, ou encore la participation aux expérimentations de terrain.

*Les membres de l'écosystème des contributeurs de StopCovid,
à la date du 25 avril 2020*

A titre individuel :

Sylvain Chaillou
Thomas Chappuis
Gabriel Hubert
Jules Leclerc
Daniel Marhély

En tant qu'organisation :

AADIS
ACCENTURE/OCTO
ATOS
BERTIN
BforCure
Bloom
Coalition Networks
C4DIAGNOSTIC
Enalees
Intersec
LIFEN
NamR
SEMEIA
SIA PARTNERS
SOPRA STERIA
STIM
THALES

Citations

Les membres de l'équipe-projet StopCovid :

Inria, Bruno Sportisse, PDG : « Inria s'est engagé en responsabilité dans le projet Stop Covid. En ces moments exceptionnels pour notre Nation, la France peut compter sur son écosystème de recherche, d'innovation et d'entreprises pour mener à bien des projets au croisement de la nécessaire efficacité des politiques de santé, du respect des libertés individuelles et du maintien voire du renforcement de notre souveraineté technologique et numérique. »

ANSSI, Guillaume Poupard, DG : « Face à la réalité de la menace cyber actuelle, la sécurisation de l'application apparaît primordiale pour veiller à sa fiabilité et à la confiance que les professionnels de santé chargés de gérer la crise sanitaire et les utilisateurs lui accorderont. Afin d'anticiper le risque numérique, l'ANSSI apporte à Inria son expertise technique sur le volet sécurité numérique du projet. »

Capgemini, Paul Hermelin, PDG : « Le groupe Capgemini apporte à ce projet son expertise technologique et son expérience dans le domaine de la santé. Comme pour l'ensemble des initiatives que nous menons dans le monde entier pour aider à lutter contre l'épidémie, je suis particulièrement fier de l'investissement de nos équipes bénévoles pour la protection de la santé de nos concitoyens. »

Dassault Systèmes, Bernard Charlès, Vice-président du Conseil d'administration et Directeur Général : « Afin d'apporter une solution numérique respectueuse des données personnelles, Dassault Systèmes et son cloud 3DS Outscale, qualifié par l'ANSSI, constituent un socle de confiance. Ainsi, l'Europe et la France peuvent opérer le traitement des données nécessaires dans un environnement souverain. Les données de santé sont un patrimoine qui doit être protégé et mis au service du bien commun dans le cadre des choix exercés par notre société. »

Inserm, Dr Gilles Bloch, PDG : « L'Inserm participe à la mise au point de cet outil numérique qui sera un complément aux autres éléments nécessaires à une levée réussie du confinement (notamment le respect des gestes barrières et de la distance physique) : l'outil numérique permettra d'identifier les éventuels cas d'infection par le Sars-cov, pour pouvoir ainsi les isoler au plus vite, et contribuer à réduire la propagation du virus. Il faut ainsi pouvoir remonter la chaîne des contacts d'une personne infectée et identifier les éventuelles autres personnes infectées. Cette identification, dans le respect de la vie privée et des réglementations, est d'autant plus importante que certaines personnes contagieuses ignorent l'être. »

Lunabee Studio, Thomas Jaussoin, CEO : « Chez Lunabee Studio, nous avons à coeur de créer des applications mobiles de qualité, qui ont un impact sur la société. Depuis le début de cette crise sanitaire, nous travaillons sans relâche sur les applications StopCovid. Aujourd'hui, nous sommes fiers de faire partie de cette équipe pour aider au déconfinement. »

Orange, Stéphane Richard, PDG : « Orange, acteur majeur de l'innovation, se réjouit de la création d'une équipe-projet constituée de grands groupes, start-ups et centres de recherche publics pour aider le pays et plus largement l'Europe à endiguer la propagation du Covid-19. Cette union de talents contribuera à accompagner les professionnels de santé et les services de l'État en développant une application mobile, pleinement respectueuse des libertés individuelles, visant à casser les chaînes de contamination en sortie de confinement. Orange apportera tout son savoir-faire et son expertise de la sécurité des réseaux et des solutions, son expertise dans l'écosystème mobile et sa relation étroite avec le monde de la santé pour atteindre ces objectifs ambitieux »

Santé Publique France, Geneviève Chêne, DG : « Un contact tracing réactif couplé à une stratégie de détection des cas à large échelle est indispensable au moment de la levée progressive du confinement pour prévenir la formation de nouvelles chaînes de transmission. L'application Stop Covid permettra de

Withings, Eric Carreel, PDG : « Nous sommes convaincus qu'une mobilisation transverse relevant d'expertises privées et publiques apportera une réelle valeur ajoutée dans la lutte sanitaire contre le Covid19. Nous espérons pouvoir apporter à cette réflexion collective notre expérience dans les objets connectés afin de garantir un service inclusif et accessible au plus grand nombre. »

Parmi des membres de l'écosystème des contributeurs de StopCovid :

Gabriel Hubert : « La communauté [tech] a envie d'aider. On sait d'ores et déjà que les solutions adoptées à grande échelle sont les seules à avoir une chance d'avoir un impact fort. Il s'agit donc d'unir nos forces pour répondre à une situation exceptionnelle avec des solutions exceptionnelles. Ravi d'apporter mon soutien au consortium et de contribuer, de quelque manière que ce soit, à une solution européenne ambitieuse, transparente et respectueuse des libertés fondamentales individuelles. »

En tant qu'organisation :

Accenture France, Olivier Girard, Président : « Très heureux de voir que les savoirs faire de technologie et d'innovation français puissent se mettre ensemble au service du bien commun. Nos équipes sont fières d'y contribuer activement. »

ATOS, Pierre Barnabé, SVP Cybersécurité : « Atos est fier de contribuer à l'initiative StopCovid aux côtés d'Inria en apportant l'expertise de ses ingénieurs français en analytics et en communications sécurisées. C'est en associant l'expérience et les compétences de grands acteurs et de start-ups technologiques que nous mettrons en œuvre les solutions permettant de gérer au mieux la crise sanitaire actuelle. »

Coalition Networks, Micha Benoliel, Cofondateur : « Nous nous devons de tous participer et d'unir nos forces pour faire face et vaincre le virus du Covid-19. L'équipe de Coalition est prête à apporter son expérience et son savoir-faire pour garantir la mise en place du système le plus efficace possible tout en assurant la protection et le respect de la vie privée de chacun. »

Sia Partners, Matthieu Courtecuisse, PDG : « Je suis heureux que Sia Partners et son agence créative Fove puissent contribuer à StopCovid, première initiative citoyenne d'une telle ampleur réunissant toute la Tech française. »

Sopra Steria, Laurent Giovacchini, DGA : « Très heureux de voir que les savoir-faire de technologie et d'innovation français peuvent se mettre ensemble au service du bien commun. »

STIM, Benjamin Duban et Frédéric Arnoux, Co-fondateurs : « Stim s'est engagé à mettre au service du projet et de l'état toute son expertise sur le management de projets dans l'inconnu, et la conception innovante. Face à cette crise nous croyons que la capacité du collectif à avancer rapidement sans mettre de côté des réponses innovantes joue un rôle clé pour limiter les compromis entre santé publique, libertés individuelles, économie et souveraineté. »

Thalès, Patrice Caine, PDG : « La crise actuelle a fait prendre conscience de l'importance qu'a prise le numérique dans nos sociétés. Les outils numériques permettent déjà à de nombreux français de travailler, de faciliter leur quotidien et de maintenir des liens sociaux ; ils peuvent aussi participer à la lutte contre la propagation de l'épidémie. Lorsqu'ils sont utiles à la société, c'est la mission de Thales de rendre ces outils fiables, sécurisés et protecteurs de nos libertés individuelles : la confiance est au cœur de notre raison d'être. »



A propos des membres de l'équipe-projet StopCovid :

Inria : Inria est l'institut national de recherche en sciences et technologies du numérique. La recherche de rang mondial et l'innovation technologique constituent son ADN, avec pour ambition de faire émerger et d'accompagner des projets scientifiques et entrepreneuriaux créateurs de valeur pour la France dans la dynamique européenne.

www.inria.fr

Contact presse : laurence.goussu@inria.fr – 06 81 44 17 33

ANSSI : L'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) a été créée par le décret n°2009-834 du 7 juillet 2009 sous la forme d'un service à compétence nationale. L'agence assure la mission d'autorité nationale en matière de défense et sécurité des systèmes d'information. Elle est rattachée au secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale, sous l'autorité du Premier ministre.

www.ssi.gouv.fr

Contact presse : Margaux Vincent margaux.vincent@ssi.gouv.fr 01 71 75 84 04

Bureau des relations presse : communication@ssi.gouv.fr

Capgemini : Capgemini est un leader mondial du conseil, de la transformation numérique, des services technologiques et d'ingénierie. A la pointe de l'innovation, le Groupe aide ses clients à saisir l'ensemble des opportunités que présentent le cloud, le digital et les plateformes. Fort de plus de 50 ans d'expérience et d'une grande expertise des différents secteurs d'activité, il accompagne les entreprises et organisations dans la réalisation de leurs ambitions, de la définition de leur stratégie à la mise en œuvre de leurs opérations. Pour Capgemini, ce sont les hommes et les femmes qui donnent toute sa valeur à la technologie. Résolument multiculturel, le Groupe compte aujourd'hui 270 000 collaborateurs présents dans près de 50 pays. Avec Altran, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires combiné de 17 milliards d'euros en 2019.

www.capgemini.com.

Contact presse : Florence Lièvre – Tel : +33 1 47 54 50 71 – florence.lievre@capgemini.com

Dassault Systèmes : Dassault Systèmes, « the 3DEXPERIENCE Company », est un « accélérateur de progrès humain ». Elle propose aux entreprises et aux particuliers des environnements virtuels collaboratifs qui leur permettent d'imaginer des innovations plus durables. En développant un jumeau virtuel du monde réel, grâce à la plateforme 3DEXPERIENCE et à ses applications, Dassault Systèmes donne à ses clients les moyens de repousser les limites de l'innovation, de l'apprentissage et de la production. Les 20 000 collaborateurs de Dassault Systèmes travaillent à créer de la valeur pour 270 000 clients de toutes tailles, dans toutes les industries, dans plus de 140 pays.

Pour plus d'informations, visitez notre site www.3ds.com/fr.

Contact presse : Arnaud Malherbe, arnaud.malherbe@3ds.com, +33 1 61 62 87 73

Inserm : la science pour la santé - Créé en 1964, l'Inserm est un établissement public à caractère scientifique et technologique, placé sous la double tutelle du ministère de la Santé et du ministère de la Recherche. Dédié à la recherche biologique, médicale et à la santé humaine, il se positionne sur l'ensemble du parcours allant du laboratoire de recherche au lit du patient. Sur la scène internationale, il est le partenaire des plus grandes institutions engagées dans les défis et progrès scientifiques de ces domaines. L'Inserm est pleinement engagé dans la lutte contre la pandémie de Covid-19. Dès le début de cette crise sanitaire mondiale, l'Inserm s'est positionné comme un acteur de premier plan dans le monde de la recherche en France et à l'étranger, mobilisant ses nombreux experts sur des sujets liés aussi bien à la recherche fondamentale qu'à la thérapeutique ou à la modélisation de l'épidémie. Participant également à l'effort de solidarité nationale, l'Inserm s'est mobilisé afin de distribuer des dizaines de milliers de masques, gants, blouses, surchaussures, et réactifs aux équipes soignantes dans les hôpitaux.

Contact presse : Priscille RIVIERE +33 (0)6 89 32 87 74 presse-web@inserm.fr

Lunabee Studio : "We do APPS in the ALPS". Depuis une dizaine d'années, Lunabee Studio crée avec succès des applications mobiles. Forte de son expertise et de son expérience en France et à l'international, notre équipe, basée à Chambéry et à Lyon, met en œuvre les technologies les plus avancées sur iOS et Android. Notre mission : offrir à nos utilisateurs une expérience mobile simple, efficace et utile. <https://www.lunabee.studio>

Contacts presse : Thomas Jaussoin / Olivier Berni studio@lunabee.com

Orange : Orange est l'un des principaux opérateurs de télécommunication dans le monde, avec un chiffre d'affaires de 42 milliards d'euros et 147 000 salariés au 31 décembre 2019, dont 87 000 en France. Le Groupe servait 266 millions de clients au 31 décembre 2019, dont 207 millions de clients mobile, 21 millions de clients haut débit fixe. Le Groupe est présent dans 26 pays. Orange est également l'un des leaders mondiaux des services de télécommunication aux entreprises multinationales sous la marque Orange Business Services. En décembre 2019, le Groupe a présenté son nouveau plan stratégique « Engage 2025 » qui, guidé par l'exemplarité sociale et environnementale, a pour but de réinventer son métier d'opérateur. Tout en accélérant sur les territoires et domaines porteurs de croissance et en plaçant la data et l'IA au cœur de son modèle d'innovation, le Groupe entend être un employeur attractif et responsable, adapté aux métiers émergents. Orange est coté sur Euronext Paris (symbole ORA) et sur le New York Stock Exchange (symbole ORAN).

www.orange.com, www.orange-business.com ou pour nous suivre sur Twitter : @presseorange. Orange et tout autre produit ou service d'Orange cités dans ce communiqué sont des marques détenues par Orange ou Orange Brand Services Limited.

Contacts presse :

Tom Wright : tom.wright@orange.com ; 06 78 91 35 11

Olivier Emberger : olivier.emberger@orange.com ; 01 44 44 93 93

Santé Publique France : Santé publique France est l'agence nationale de santé publique. Elle a pour mission de protéger la santé des populations. Une mission qui s'articule autour de trois axes majeurs : anticiper, comprendre, agir. En tant qu'agence scientifique et d'expertise du champ sanitaire, elle a en charge l'observation épidémiologique et la surveillance de l'état de santé des populations ; la veille sur les risques sanitaires menaçant les populations ; la promotion de la santé et la réduction des risques pour la santé ; le développement de la prévention et de l'éducation pour la santé ; la préparation et la réponse aux menaces, alertes et crises sanitaires ; le lancement de l'alerte sanitaire. Pour réaliser ses missions, l'agence dispose, sous son autorité, de 18 Cellules d'intervention en région (Cire), placées auprès des directeurs généraux des agences régionales de santé.

Contacts Presse : presse@santepubliquefrance.fr

Vanessa Lemoine : 01 55 12 53 36 – Marie Delibéros : 01 41 79 69 61

Cynthia Bessarion : 01 71 80 15 66 – Stéphanie Champion : 01 41 79 67 48

Withings : Depuis 2008, Withings crée de puissants dispositifs d'analyse des paramètres vitaux intégrés dans des objets du quotidien, faciles à utiliser et qui se connectent à des applications. Ils permettent d'établir de précis bilans de santé quotidiens et d'atteindre ses objectifs de santé sur le long terme. L'écosystème Withings comprend des produits primés dans tout le spectre de la santé, notamment des montres connectées, des balances connectées, des tensiomètres et des capteurs de sommeil avancés. Chaque donnée collectée prend vie dans l'application Health Mate où les utilisateurs peuvent visualiser leurs tendances, trouver des informations précieuses à partager avec leur médecin et comprendre les aspects clés de leur santé.

Contact presse : Jean-Francois Kitten, Agence Licence K - jf@licencek.com

StopCovid, une application au coût salé



L'application de lutte contre le Covid-19 a été développée gratuitement par des chercheurs et partenaires privés. Toutefois, depuis son lancement mardi 2 juin, sa maintenance et son hébergement sont bel et bien facturés, entre 200 000 et 300 000 euros par mois.

Publié le 02 juin 2020 à 16h33 Mis à jour le 02 juin 2020 à 16h56

Temps de lecture 1 min



L'application StopCovid est disponible à partir du mardi 2 juin (JOEL SAGET / AFP)

« *Le prix sera négligeable* », a assuré à « *l'Obs* » Cédric O, le secrétaire d'Etat chargé du Numérique, à propos de StopCovid, l'application de traçage pour smartphone qui entend alerter les Français s'ils ont croisé quelqu'un infecté par le Covid-19. Mais « négligeable » est une notion

toute subjective.

Sur les 130 personnes mobilisées durant un peu plus de deux mois sur ce projet, piloté par l'Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique (Inria), nombreux sont des salariés du privé (Lunabee, Capgemini, Dassault, Orange) qui ont travaillé bénévolement, insiste le gouvernement. Toutefois, Lunabee, le studio de développement, nous précise que ce travail « *pro bono* » n'était valable que jusqu'au lancement, ce mardi 2 juin.

La suite (les corrections de bugs et de failles, les éventuelles mises à jour) est, elle, bien facturée. Tout comme l'hébergement, réalisé par Dassault Systèmes via sa filiale Outscale, et la sécurisation des données. Et l'absence d'appel d'offres formel n'empêchera pas une facture bien réelle. « *Le coût sera inférieur à quelques centaines de milliers d'euros par mois* », nous a promis le maître d'œuvre Cédric O, évasif.

« Beaucoup d'argent pour une efficacité probablement nulle »

Toutefois, une source bien informée, au fait des négociations en cours avec les « partenaires privés », évoque un total « *de l'ordre de 200 000 à 300 000 euros mensuels* ». « *C'est bien trop cher payé, comme souvent avec les marchés publics* », estime un expert du développement d'applications.

« *Si la surfacturation est un moyen de payer les entreprises rétrospectivement, disons-le ! Le gouvernement doit faire preuve de plus de réalisme et de transparence. Cette application coûtera beaucoup d'argent pour une efficacité probablement nulle* », tacle le hacker Baptiste Robert, particulièrement critique de StopCovid sur l'aspect technique.

Dans son interview à « l'Obs », Cédric O bottait en touche : « *La santé*

n'a pas de prix. Ce montant est epsilonlesque par rapport aux coûts et aux effets délétères évités d'une admission en réanimation par exemple... »

A titre de comparaison, fin mars, Christophe Mollet lançait CoronApp, une application avec le même objectif que StopCovid mais technologiquement moins complexe. Il nous confie aujourd'hui ne déboursier en tout et pour tout que « 1 000 euros par mois environ pour l'hébergement ». Une autre idée du « négligeable ».



INFO RADIO VIDÉO

En Direct
RTL Soir

Écoutez aussi RTL2 FUN RADIO

Coronavirus : combien a coûté l'application StopCovid ?

Le coût d'exploitation de l'application gouvernementale de suivi du coronavirus, développée bénévolement, est estimé à plusieurs centaines de milliers d'euros par mois. Le gouvernement promet de faire la transparence très prochainement.



L'application de suivi des contacts StopCovid

Credit : AFP

début juin



INFO RADIO VIDÉO



En Direct
RTL Soir

Écoutez aussi

RTL2

FUN RADIO



INFO RADIO VIDÉO

En Direct
RTL Soir

Écoutez aussi RTL2 FUN RADIO

se situe à la première place des classements des applications les plus téléchargées du moment sur iPhone et Android.

Le gouvernement espère que les Français seront plusieurs millions à l'installer et à l'utiliser tous les jours. StopCovid doit en effet être activée sur un maximum de téléphones portables pour produire des résultats efficaces dans sa mission de lutte contre les nouvelles chaînes de transmission du virus et ainsi justifier l'argent public dépensé pour sa conception. Le gouvernement communiquera dans les prochains jours pour tirer un premier bilan de son adoption et de son efficacité.

Pensée comme un outil de l'arsenal de lutte contre la propagation du coronavirus à disposition du gouvernement pour amorcer le déconfinement, **StopCovid a été développée bénévolement** par plus de 130 chercheurs et contributeurs réunis au sein d'une équipe-projet pilotée par l'Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique (Inria) aux côtés d'une trentaine d'entreprises et organismes d'Etat.

Mais **son coût de fonctionnement n'est pas gratuit**. Le secrétaire d'Etat au Numérique Cédric O a évoqué à plusieurs reprises un montant de plusieurs centaines de milliers d'euros nécessaire à la maintenance et l'exploitation de l'infrastructure de l'application. Selon les informations de *L'Obs*, ce coût se situe **entre 200.000 et 300.000 euros par mois**. Un prix négligeable, pour le ministre, au regard de l'intérêt sanitaire que revêt le dispositif.

Le cabinet du secrétaire d'Etat assure à RTL.fr que "le coût sera plus faible" et que "toute la transparence sera faite très rapidement". "La majorité des dépenses porte sur la sécurisation de l'application et du serveur", précise encore le cabinet qui réfute l'hypothèse d'une surfacturation visant à dédommager les entreprises impliquées dans le projet de façon rétroactive, comme le suspectent certains opposants à l'application.



INFO RADIO VIDÉO



En Direct
RTL Soir

Écoutez aussi RTL2 FUN RADIO

13H30

shmol

et surtout cela profite a qui ??? des noms vite !!!

[Signaler un abus](#)

HIER

18H38

Hautiste

Si le gouvernement promet la transparence..... Que de l'annonce et encore de l'annonce !

[Signaler un abus](#)

10H21

passezmuscade

un bon fichier des petits moutons pour les futures élections....

[Signaler un abus](#)

10H19

passezmuscade

les entreprises "généreuses" auront quoi en retour ... ???



INFO RADIO VIDÉO

En Direct
RTL Soir

Écoutez aussi RTL2 FUN RADIO

tyjean

stopcovid: après coup, l'enquête va déterminer que cette application est une "connerie" et qu'elle n'apporte rien car la pandémie est terminée !! qui a eu intérêt à développer cette application soit-disant "bénévole" ? si elle a un coup, c'est qu'elle n'est pas si "bénévole" que ça !

[Signaler un abus](#)

05H35

francobelge67

Insensé de vouloir 60 % d'utilisateurs, alors qu'une majorité de mobiles ne sont pas compatibles!

[Signaler un abus](#)

SAMEDI 6 JUIN

17H05

alineadrene

En Australie où une appli semblable fonctionne depuis un mois (ils sont un peu plus vifs que nous) et où six millions l'ont téléchargée, elle a permis de détecter un cas.

Donc on ne peut pas dire qu'elle ne sert à rien.

Quant à la transparence totale, si le gouvernement l'a promise, on peut être tranquilles. Ils font toujours très exactement ce qu'ils promettent.

Ou presque.

Ou même pas du tout.

[Signaler un abus](#)

16H57

kelbotan



INFO RADIO VIDÉO



En Direct
RTL Soir

Écoutez aussi RTL2 FUN RADIO

23 000 morts de Covid-19, ça nous a coûté.

[Signaler un abus](#)

15H24

impermanence

un futur échec c'est sur certains pays l'ont constaté mais en France Cocorico cela va marcher on en reparle dans 2 mois MDR

[Signaler un abus](#)

14H48

pugwash

Sur cette appli, il manque l'option " bureau de tabac le plus proche ", parce que le tabac c'est quand même plus sûr pour raccourcir sa vie, qu'une petite épidémie qui fait à peine 30.000 morts.

[Signaler un abus](#)



Ni manquez pas nos informations
exclusives en vous abonnant aux
ALERTES DE LA RÉDACTION



EN CE MOMENT :

DÉBATEZ !

ANNONCES IMMO

ALLEMAGNE

ELON MUSK

ECONOMIE ET POLITIQUE

L'amère facture de StopCovid pour le contribuable

STOPCOVID

+ SUIVRE

ANNICK BERGER

PUBLIÉ LE 03/06/2020 À 21H11

MIS À JOUR LE 04/06/2020 À 8H20



Si l'application a été développée bénévolement, son fonctionnement



C'est le nouvel outil mis en place par le gouvernement pour lutter contre l'épidémie de coronavirus en France. L'application StopCovid est désormais disponible en téléchargement sur **Android** et iOS et, en quelques jours, elle s'est hissée dans la tête des applications les plus téléchargées. Grâce à la technologie Bluetooth, elle permet ainsi d'être alerté en cas de contact rapproché et prolongé avec une personne identifiée comme porteuse du Covid-19.

Mais, si cette application a été développée bénévolement, son exploitation aura un coût, détaille **L'Obs** : entre 200.000 et 300.000 euros par mois pour sa maintenance et son hébergement. Un prix que le secrétaire d'Etat au Numérique Cédric O a jugé "négligeable" par rapport à son utilité sur le plan sanitaire mais "trop cher" au regard des résultats à attendre selon un expert interrogé par L'Obs. Le hacker Baptiste Robert suspecte ainsi une surfacturation comme "un moyen de payer les entreprises rétrospectivement" et estime que "le gouvernement doit faire preuve de plus de réalisme et de transparence".

Trop chère ?

Au total, plus de 130 chercheurs et contributeurs issus d'entreprises privées et d'organismes de l'Etat (Inria, Anssi, Capgemini, **Dassault** Systèmes, Insem, Lunabee Studio, Orange, Santé Publique France, Withings) ont participé à son développement gratuitement. Mais selon Baptiste Robert, "cette application coûtera beaucoup d'argent pour une efficacité probablement nulle".



>> A lire aussi - Un seul cas identifié : l'immense bide du StopCovid australien

Un constat partagé par certains spécialistes qui estiment qu'il faudrait que 50 à 60 % des Français installent StopCovid pour que l'application soit efficace. Pas forcément, répond Cédric O qui, s'appuyant sur les avis d'un collègue d'experts, indique qu'on a déjà la preuve que StopCovid est efficace pour remonter des cas contacts. Dès lors, détaillent **Les Numériques**, si elle venait à être véritablement téléchargée par une grande partie de la population, **l'application** pourrait réellement faire une différence dans la lutte contre la propagation du coronavirus.



Débat des lecteurs

Fallait-il lancer StopCovid ?

Votre avis

OUI

NON

143 votes

Meilleurs arguments

**Débateur Anony...**

Novice du débat

OUI

Il y a 4 jours

l' "amère facture"... L'application est à peine lancée et de nombreux acteurs se sont mobilisé pour la développer gratuitement. Si son fonctionnement ne coûte que 300 000 €, cela ne représente que 1/10ème du "prix" d'une vie dans les approches socio ...Lire plus

Lire plus d'arguments Oui**21**
débatteurs**Nina**

Champion du débat

NON

Il y a 4 jours

Chronique d'un grand bide annoncé 60% des Français ont un smartphone ? D'autre part pour éviter le "traking" et les piratages je désactive le Bluetooth... encore une dépense visant à rassurer malgré l'échec prévu 🙄
"Les épidémiologistes indique ...Lire plus

Lire plus d'arguments Non**ALLER AU DÉBAT****25**
arguments**A LIRE AUSSI**

La très lourde facture de la SNCF pour le contribuable

Facture d'eau : des contribuables lyonnais réclament 109 millions à l'agglo

Application StopCovid : la Cnil pose ses conditions

STOPCOVID

APPLICATION

ANDROÏD

© CAPITAL

A LIRE AUSSI



Sponsorisé

Cette incroyable SmartWatch à 49€ fait fureur...

OshenWatch



Sponsorisé

Les Français séduits par ce nouveau...

News placement



Sponsorisé

12 coups de midi : Eric éliminé ? L'énorme gaffe...

Les top vidéos du...





StopCovid : premier bilan pour l'application de suivi des contacts

Par **Mathieu Chartier** ( [@chartier_mat](#)) Publié le 03/06/20 à 12h50

StopCovid est disponible pour les smartphones Android et iOS. L'app de suivi des contacts du gouvernement doit être installée par un maximum d'utilisateurs pour se montrer efficace. Quelques heures après son déploiement, où en est-on ?

Remaining Time -1:27

Depuis hier (2 juin 2020), StopCovid est disponible sur l'App Store et Google Play. Cette application de suivi des contacts sociaux basée sur la technologie Bluetooth ne sera efficace que si elle est installée massivement par la population française, associée à une campagne de dépistage systématique des malades. L'objectif est que, grâce à elle, on puisse identifier les contacts afin de prévenir les personnes qui se sont trouvées à proximité d'un porteur du Covid-19 et de les encourager à se faire tester à leur tour. Les conditions du succès de StopCovid ne seront donc pas évidentes à réunir, d'autant plus que l'app arrive à un moment où le ralentissement de l'épidémie semble se confirmer.

Article recommandé : [L'application StopCovid est officiellement disponible](#)

Néanmoins, il est logique que le gouvernement ait prévu l'artillerie lourde pour encourager le plus de gens possible à l'installer. Des campagnes d'information dans les transports en commun aux spots télévisés, sans oublier la tournée des médias de Cédric O, secrétaire d'État au Numérique, rien n'est laissé au hasard. D'autant plus que le développement à toute vitesse de cette application s'est fait dans un climat compliqué, entre inquiétudes au sujet de la vie privée, barrières techniques limitantes et parcours législatif express.

600 000 installations en quelques heures

Dans ce contexte, il est intéressant de dresser un premier bilan de StopCovid. Sur l'intérêt des citoyens, en premier lieu. À l'heure où sont écrites ces lignes, Google Play recense *"plus de 100 000 installations"*, sans plus de précision. Du côté du ministère, on évoque *"plus de 600 000 installations en quelques heures"*, là encore sans donner de chiffre précis. StopCovid serait donc plus téléchargé par les détenteurs d'iPhone, sans que nous puissions en avoir la certitude. Dans tous les cas, l'application est en tête des téléchargements sur les deux plateformes actuellement.

Toujours est-il que si ce démarrage est qualifié d'encourageant par le gouvernement, nous sommes encore très loin du seuil visé. Certains spécialistes estiment qu'il faudrait que 50 à 60 % des Français installent StopCovid pour que l'app soit efficace. Pas forcément, explique Cédric O qui, s'appuyant sur les avis d'un collège d'experts, indique qu'on a déjà la preuve que StopCovid est efficace pour remonter des cas contacts. Dès lors, si elle venait à être

véritablement téléchargée par une grande partie de la population, l'application pourrait alors réellement faire une différence dans la lutte contre la propagation du coronavirus.

Coût d'exploitation de 200 000 à 300 000 €/ mois

StopCovid a été mis au point gratuitement par plus de 130 chercheurs et contributeurs issus d'entreprises privées et d'organismes de l'État (Inria, Anssi, Capgemini, Dassault Systèmes, Inserm, Lunabee Studio, Orange, Santé Publique France, Withings), mais son fonctionnement ne sera pas gratuit. En effet, *L'Obs* estime à entre 200 000 et 300 000 € par mois le coût d'hébergement, de maintenance et d'exploitation de l'infrastructure qui se cache derrière.

Un prix “négligeable” pour Cédric O qui rappelle que “la santé n'a pas de prix”, mais “trop cher payé” selon un expert interrogé. “Si la surfacturation est un moyen de payer les entreprises rétrospectivement, disons-le ! Le gouvernement doit faire preuve de plus de réalisme et de transparence. Cette application coûtera beaucoup d'argent pour une efficacité probablement nulle”, a déclaré Baptiste Robert, un hacker cité par *L'Obs*.

Un programme de Bug Bounty pour dénicher les failles

Se pose également la question du suivi technique et, notamment, de la détection et correction d'éventuels bogues. À ce titre, un programme de rémunération des chercheurs en sécurité trouvant des failles dans StopCovid a été ouvert sur la plateforme Yes We Hack, qui “prend à sa charge le montant des primes attribuées”.

En fonction de la gravité de la faille découverte, la récompense peut aller d'un T-shirt à une somme d'argent versée au chercheur pouvant grimper à 750 € dans le cas d'une faille importante et à 2 000 € pour une faille critique. Pour l'heure, 18 rapports ont été transmis, mais nous n'avons pas encore de retour sur la véracité et la gravité des bogues découverts.



StopCovid

Le gouvernement français vous propose de télécharger StopCovid afin de mieux gérer l'épidémie de coronavirus et d'éviter un retour en confinement.

- Version : 1.0.1
- Téléchargements : 2897

- Date de sortie : 05/06/2020
- Auteur : Gouv.fr
- Licence : Logiciel Libre
- Catégories : Santé
- Système d'exploitation : Android, iOS iPhone / iPad

De bonnes moyennes dans les avis, malgré des complications techniques

Concernant le seul aspect technique, l'application profite pour le moment d'une belle cote auprès de ses utilisateurs. Sur plus de 2 100 avis déposés sur Google Play, la note moyenne attribuée à StopCovid est de 3,9 sur 5. La grande majorité des notes sont de 5, mais on recense aussi beaucoup de 1. La raison est facile à trouver : la quasi-totalité des avis à 1 étoile pointent un problème technique, soit à l'installation (mobile non compatible), soit à l'usage (app qui plante).

Une *“erreur non répertoriée”* rendant impossible le suivi revient notamment très souvent. Nous avons contacté l'Inria à ce sujet, voici sa réponse : *"Ce message d'erreur temporaire était dû à un énorme pic au lancement dans les premières minutes et au plafond initialement configuré, cela a été corrigé en moins d'une heure"*.

Des erreurs techniques qui semblent être moins fréquentes sur le parc d'iPhone, plus homogène par nature. StopCovid est en effet mieux noté sur l'App Store (4,6 sur 5 avec plus de 1 300 avis) et on lit dans ces avis beaucoup moins de remontées de problèmes techniques